



Les Faits marquants de Bonn :
Vendredi 12 juin 2026

Bien que le programme des négociations fût relativement peu chargé, la plupart des discussions clés se sont déroulés dans le cadre de réunions organisées en vertu des mandats sous l'égide de la présidence, qui ont porté notamment sur des questions telles que la transition hors des énergies fossiles et les moyens d'accélérer la mise en œuvre pour maintenir l'objectif de 1,5°C à portée de main.

Les Négociations

Programme de travail sur l'atténuation (MWP) : Lors des consultations non officielles des SB co-modérées par Ursula Fuentes Hutfilter (Allemagne) et Maesela John Kekana (Afrique du Sud), les Parties ont poursuivi l'échange de vues sur l'avenir du MWP, notamment sa durée, sa relation avec d'autres processus de la CCNUCC et ses modalités, sur la base des questions directrices fournies par les co-modérateurs.

L'ÉGYPTE s'est opposée à l'idée de lier le soutien à des mesures d'atténuation spécifiques et de faire du MWP un article permanent de l'ordre du jour. L'INDE et les ÉMIRATS ARABES UNIS (EAU) se sont opposés à la prolongation du mandat du MWP, soulignant que sa concentration devait être sur « cette décennie critique ».

TUVALU et la NORVÈGE ont appelé à renforcer les liens opérationnels entre le MWP et le Bilan mondial (GST). L'UE a souligné que l'atténuation est au cœur tant des contributions déterminées au niveau national (CDN) que du MWP, et que, dans un souci de cohérence et d'efficacité, la mise en œuvre des CDN devrait être discutée dans le cadre du MWP.

Le GROUPE ARABE a déploré le manque d'attention accordée à l'identification des obstacles et des défis, et a suggéré que les événements axés sur l'investissement (IFE) évoluent vers une passerelle plus concrète entre les opportunités d'atténuation et les projets bancables. L'UGANDA a souligné que les thèmes du dialogue mondial devraient soutenir des résultats concrets en matière d'atténuation dans les pays en développement tout en reflétant les circonstances nationales et les priorités de développement. La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a proposé de restructurer l'enchaînement des activités, en organisant les dialogues mondiaux lors des réunions sur le climat de juin et les IFE lors des sessions des organes directeurs en novembre, ce qui permettrait aux discussions du dialogue de mûrir en propositions bancables susceptibles d'attirer l'engagement des bailleurs de fonds et des banques multilatérales de développement.

Le CANADA et les FIDJI ont soutenu la mise en place de volets thématiques pluriannuels dans le cadre du dialogue mondial afin de permettre des discussions techniques approfondies, et ont appelé à une participation plus large des experts techniques, des scientifiques, des bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes. Les PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTAGEANT LES MÊMES VUE (LMDC) ont préféré que les thèmes soient sélectionnés chaque année afin de préserver la souplesse. La CHINE et les ÉMIRATS ARABES UNIS ont mis en garde contre les recommandations axées sur les politiques, arguant que les résultats devaient rester guidés par les Parties et se concentrer sur le partage d'expériences et sur les obstacles et les opportunités.

Modalités de financement des infrastructures, des processus et du renforcement des capacités pour la mise en œuvre de l'article 6.2 de l'Accord de Paris (approches de coopération bilatérale) : Lors des consultations non officielles du SBI co-modérées par Pacifica F. Achieng Ogola (Kenya) et Peer Stiansen (Norvège), les Parties ont continué à échanger leurs points de vue sur une note non officielle.

Le GROUPE AFRICAÏN s'est déclaré favorable à un financement par le budget principal de la CCNUCC et, reconnaissant le déficit budgétaire actuel d'environ 8 à 9 millions de dollars pour les infrastructures, les processus et le renforcement des capacités au titre de l'article 6.2, a suggéré que des fonds supplémentaires provenant de contributions volontaires pourraient être utilisés pour combler ce déficit. L'UE a souligné que la participation à l'article 6.2 est volontaire et comporte à la fois des coûts et des avantages. L'ALLIANCE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES (AOSIS) a déclaré que les Parties qui choisissent de ne pas participer aux approches coopératives prévues à l'article 6.2 ne devraient pas être tenues de financer leur mise en œuvre. Elle s'est donc opposée à un financement par le budget de base et a soutenu une combinaison de financements supplémentaires provenant de contributions volontaires, de redevances d'utilisation et de redevances basées sur l'utilisation, avec des exemptions pour les petits États insulaires en développement (PEID).

Le BRÉSIL a soutenu le recours à des contributions volontaires pour combler le déficit à court terme et a proposé que, à moyen terme, les Parties puissent demander au Secrétariat : de recenser les besoins de financement en fonction de leur urgence ; de préciser s'il s'agit de coûts récurrents ou ponctuels ; et d'identifier la source de financement la plus appropriée pour chaque catégorie.

Les co-modérateurs réviseront la note non officielle et élaboreront un projet de conclusions du SBI.

Programme de travail sur la transition juste (JTWP) :

La coprésidente du groupe de contact des SB, Federica Fricano (Italie), a invité les participants à formuler des commentaires sur le [cinquième dialogue](#) dans le cadre du JTWP, qui s'est concentré sur les voies de transition juste pour la sécurité alimentaire, ainsi que des points de vue visant à orienter la mise en œuvre du JTWP.

Concernant les messages clés du cinquième dialogue, de nombreuses Parties ont souligné le rôle et les droits de toutes les parties prenantes. Le G-77/CHINE et le JAPON ont mis en avant les approches impliquant l'ensemble de la société. Les PMA ont insisté sur la résilience, la protection sociale, la sécurité des moyens de subsistance et l'éradication de la pauvreté. Le BRÉSIL a mis l'accent sur l'éradication de la faim et de la malnutrition. L'AOSIS, l'UE et la NOUVELLE-ZÉLANDE ont insisté sur les cadres alignés sur l'objectif de 1,5°C. L'UE, le ROYAUME-UNI, le CANADA et la NOUVELLE-ZÉLANDE ont souligné que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) constituait la source des meilleures données scientifiques disponibles. Les pays à faible revenu et en développement (LMDC) ont déclaré que la science devait faire l'objet d'un examen rigoureux.

Le G-77/CHINE a mis l'accent sur un financement prévisible, suffisant et sous forme de subventions qui soutienne l'adaptation, la protection sociale et les infrastructures, et pas seulement l'atténuation. Le délégué s'est opposé aux mesures commerciales restrictives. Le ROYAUME-UNI a déclaré que les thèmes de commerce et de moyens de mise en œuvre dépassaient le mandat de ce groupe. L'AOSIS, l'UE et le ROYAUME-UNI ont souligné la nécessité de s'affranchir des combustibles fossiles, tandis que le GROUPE ARABE, les pays à faible revenu et à économie en développement (LMDC) et la FÉDÉRATION DE RUSSIE ont rejeté le fait de les pointer du doigt.

Concernant les résultats de la SB 64 visant à orienter la mise en œuvre du JTWP, le G-77/CHINE a proposé un document de « compilation préliminaire équilibrée » reflétant les points de vue de toutes les Parties, sans chercher à les restreindre ni à les négocier. L'AFRIQUE DU SUD a ajouté qu'un document pourrait être « affiné » après le sixième dialogue prévu plus tard en 2026. Le ROYAUME-UNI et l'UE ont plaidé pour une synthèse équilibrée, plutôt qu'une compilation complète, arguant que cela refléterait ce que le groupe avait produit lors de la SB 62.

Les Pays les moins avancés (PMA) : Lors des consultations non officielles du SBI, co-moderées par Ephraim Mwepya Shitima (Zambie), les Parties ont échangé leurs points de vue sur le projet de texte.

Concernant le projet de conclusions du SBI, le ROYAUME-UNI et le CANADA, contrés par le GROUPE ARABE, ont demandé la suppression d'un paragraphe exprimant la crainte que certaines propositions et certains projets relevant du Fonds pour les PMA ne soient pas financés pendant la période restante de la huitième reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial (FEM-8) en raison d'un manque de fonds. Ils ont fait valoir que cela était prématuré, le cycle de la FEM-8 n'étant pas encore terminé. Le CANADA a demandé des éclaircissements au FEM, soulignant que le fait d'attribuer cette situation à un manque de fonds pourrait constituer une simplification excessive.

Concernant le projet de décision de la COP, le GROUPE ARABE a demandé de mettre entre crochets les références aux décisions de la CMA contenues dans le chapeau, dans l'attente d'un avis juridique du Secrétariat sur la mention des décisions de la CMA dans une décision de la COP. Le CANADA, soutenu

par la NORVÈGE, a déclaré que, puisqu'il n'y a pas encore de compréhension claire de la question, il n'est pas à l'aise avec la mise entre crochets suggérée.

Les Parties ont débattu d'un paragraphe qui présente les différents enjeux sur lesquels le LEG doit prioriser son soutien, notamment : passer de projets individuels à une approche programmatique et par portefeuille, s'adapter à l'évolution des mécanismes de financement climatique, et aligner les plans nationaux d'adaptation (PNA) sur les résultats du GST et le Cadre GGA.

Recherche et observation systématique : Lors des consultations non officielles du SBSTA, la co-facilitatrice Patricia Nying'uro (Kenya) a invité les participants à faire part de leurs points de vue sur le projet de texte.

L'INDE a demandé de faire référence à la tendance au réchauffement déjà croissante liée à l'effet El Niño et s'est opposée aux références aux années les plus chaudes. La GRENADE, soutenue par l'UE, a encouragé une réduction d'échelle régionale plus poussée des scénarios climatiques et de la modélisation, en particulier pour les PEID. L'UE, avec l'INDE, a encouragé les travaux sur les scénarios au niveau national.

La GRENADE, soutenue par l'UE, a appelé à travailler sur des scénarios limitant l'ampleur et la durée du dépassement au-delà de 1,5°C, soulignant que l'ampleur de l'élimination du dioxyde de carbone nécessaire est liée à l'ampleur et à la durée du dépassement. Le VANUATU a souligné que l'objectif de température de l'Accord de Paris n'est pas « l'un des nombreux objectifs », mais la référence pour tous les autres, et a cité la fonte des glaciers comme un exemple de changement irréversible à l'échelle du temps humain.

L'UE a soutenu les travaux sur la transformation du système énergétique, en particulier l'électrification à grande échelle. L'ARABIE SAOUDITE s'est opposée aux références à l'électrification et a mis l'accent sur les trajectoires déterminées au niveau national. L'UE a suggéré de noter qu'il existe davantage de synergies que de compromis entre l'action climatique et le développement durable, ce à quoi l'INDE s'est opposée en qualifiant cette affirmation de « généralisation », affirmant que les compromis peuvent être répartis de manière inégale. L'ARABIE SAOUDITE a demandé que des références soient faites aux régions arides, semi-arides et désertiques.

Les co-moderateurs réviseront le projet de texte.

Action pour l'autonomisation face aux changements climatiques (ACE) : Lors des consultations non officielles du SBI, les co-moderateurs Carol Simon (Panama) et Arne Riedel Escobar (Allemagne) ont sollicité des avis sur : l'examen à mi-parcours des progrès réalisés dans le cadre du programme de travail de l'ACE ; et les éléments d'un nouveau plan d'action de l'ACE.

Les ONG environnementales (ONGE) ont déclaré que l'avis consultatif récent de la Cour internationale de justice sur les changements climatiques constituait le « socle juridique » sur lequel l'examen à mi-parcours devait s'appuyer.

Concernant le nouveau plan d'action, la NORVÈGE a suggéré d'élaborer des directives sur la participation des jeunes aux processus de politique climatique et, soutenue par le BRÉSIL, a souligné l'intérêt d'intégrer l'intégrité de l'information dans les travaux de l'ACE. Les PMA ont suggéré de mettre en place un cadre de suivi axé sur les impacts. La NORVÈGE et l'UE ont insisté sur la nécessité de prendre en compte les implications

budgétaires de toute nouvelle activité et de s'appuyer autant que possible sur les structures existantes.

Le groupe FEMMES ET GENRE a souligné que « participation sans influence n'est que simple observation » et a appelé à la mise en place de mécanismes de participation effective. Il a déclaré que les activités de l'ACE devraient être explicitement intersectionnelles de manière à soutenir, entre autres, les migrants et les personnes déplacées.

Les co-moderateurs rédigeront une note non officielle.

Dispositions relatives aux réunions intergouvernementales :

Les coprésidents du groupe de contact du SBI, Felix Wertli (Suisse) et Kaveh Guilanpour (Géorgie), ont sollicité des avis sur le renforcement de l'engagement des observateurs.

Les ORGANISATIONS DES PEUPLES AUTOCHTONES (OPAs) et les ONG environnementales ont appelé à une approche de tolérance zéro face à l'intimidation, au harcèlement, aux représailles et à la violence à l'encontre des délégués, y compris après leur retour dans leur pays d'origine. Les OPAs ont mis en avant des cas de représailles contre les défenseurs de la lutte contre les changements climatiques. L'UE a appelé le Secrétariat à prendre des mesures concrètes pour renforcer la sûreté et la sécurité de tous les participants, notamment par des mesures visant à protéger les défenseurs de l'environnement et des droits humains.

Le groupe FEMMES ET GENRE a identifié les obstacles posés à la participation des observateurs, tels que les procédures d'accréditation longues et complexes, l'accès limité aux ressources financières et les préoccupations en matière de sécurité, tant pendant les réunions de la CCNUCC qu'après le retour des délégués dans leur pays. Les ONG du secteur Commerce et Industrie (BINGO) et les ONG syndicales (TUNGO) ont mis en avant les difficultés liées aux visas, aux frais de voyage et à l'hébergement.

Le DISABILITY CAUCUS a demandé à être reconnu comme groupe constitutif officiel et a exhorté les Parties à mettre en œuvre des mesures d'accessibilité et des aménagements raisonnables tout au long du processus de la CCNUCC, notamment l'interprétation en langue des signes, des communications accessibles, des documents rédigés en langage clair et un soutien aux assistants personnels. L'ALLIANCE INDÉPENDANTE D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (AILAC) a souligné la nécessité d'améliorer les dispositions pour les personnes handicapées et, avec les BINGO, a appelé à une plus grande transparence concernant l'attribution et l'utilisation des badges supplémentaires des Parties.

La CHINE s'est opposée aux mesures qui limiteraient la participation des Parties, a soutenu les quotas d'observateurs et des dispositions adéquates en matière de badges pour les observateurs des pays en développement, et a appelé à un examen plus rigoureux de la liste des participants afin d'empêcher des acteurs « non pertinents et illégitimes » de « s'immiscer » dans les délégations.

Le CANADA a souligné que le nouveau modèle d'accord avec le pays hôte doit inclure des garanties en matière de droits de l'homme et a appelé à une participation accrue des groupes sous-représentés, notamment les enfants et les jeunes, les peuples autochtones, ainsi que les femmes et les groupes de défense de l'égalité des sexes.

Les ONG de recherche indépendantes (RINGO) ont déclaré que l'évaluation de la participation des observateurs sur la seule base de la localisation du siège des organisations d'observateurs

pouvait être trompeuse et ont souligné la nécessité de prendre en compte la nationalité des observateurs eux-mêmes. Elles ont noté que de nombreuses organisations d'observateurs dont le siège se trouve dans des pays développés accordent la priorité à la nomination de représentants issus de pays en développement.

Les co-moderateurs élaboreront un projet de conclusions.

Réunions mandatées, réunions de la présidence et autres sessions

Élaboration de la feuille de route de la présidence de la COP 30 sur la transition vers l'abandon des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques, de manière juste, ordonnée et équitable : le président de la COP 30, André Aranha Corrêa do Lago, a présenté [l'initiative de la feuille de route](#) comme un outil permettant de mettre en œuvre les objectifs convenus et a attiré l'attention sur la première conférence sur la transition vers l'abandon des combustibles fossiles (TAFF 1). Túlio Andrade, de la présidence de la COP 30, s'est félicité des nombreuses [contributions](#) soumises par les Parties et les parties prenantes pour éclairer l'élaboration de la feuille de route, qui sera finalisée d'ici la COP 31.

La COLOMBIE, co-organisatrice de la TAFF 1, a déclaré que la question n'était pas de savoir si la transition devait avoir lieu, mais si les conditions permettant aux pays de la mener à bien pouvaient être créées. L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a déclaré que les arguments économiques en faveur de la transition étaient clairs et qu'elle soutenait le rôle clé de l'électrification. L'Institut international du développement durable (IIDD) a souligné que les feuilles de route nationales pour la transition contribuent à réduire l'exposition aux chocs de prix et à répondre aux aspirations de développement et aux intérêts nationaux liés à l'accès à l'énergie et à la sécurité énergétique.

Le GROUPE POUR L'INTEGRITE ENVIRONNEMENTALE (EIG) a déclaré que la vue de pétroliers bloqués dans le détroit d'Ormuz rappelle à point nommé pourquoi la transition vers l'abandon des combustibles fossiles est si importante, ajoutant que cette initiative ne devrait pas aboutir à un document ponctuel, mais constituer un processus durable qui stimule l'élaboration de feuilles de route nationales et d'entreprise pour la transition. L'UE a déclaré que la feuille de route devait s'appuyer sur les conclusions du sixième rapport d'évaluation (AR6) du GIEC et du GST 1. Elle a qualifié la TAFF 1 d'événement important et a encouragé la présidence de la COP 31 à offrir des occasions de discussion.

Accélérateur mondial de mise en œuvre (GIA) : Le président de la COP 30, M. Corrêa do Lago, a ouvert cet [événement obligatoire](#) et a décrit le GIA comme faisant partie d'un « deuxième niveau » de multilatéralisme climatique axé sur l'accélération de la mise en œuvre en dehors des négociations officielles. Il a souligné que, contrairement aux résultats négociés, la mise en œuvre ne nécessite pas de consensus et a appelé à mobiliser tous les acteurs et toutes les ressources pour renforcer la résilience, accélérer l'action climatique et maintenir l'objectif de 1,5°C à portée de main.

Sally Box, future présidente des négociations de la COP 31 (Australie), a présenté l'objectif et la structure du GIA, le décrivant comme une initiative coopérative, facilitatrice et volontaire visant à aider les pays à mettre en œuvre leurs CDN et leurs PNA. Elle a déclaré que le GIA identifierait et accélérerait un nombre limité de solutions à fort impact susceptibles de déclencher un changement mondial, et mettrait en relation

les solutions sélectionnées avec des financements, des outils techniques et des partenaires de mise en œuvre.

Ana Toni, présidente de la COP 30, a présenté le processus de sélection proposé, expliquant qu'un groupe indépendant d'experts et de scientifiques établirait une liste restreinte d'une dizaine de solutions sur la base de critères spécifiques, et qu'un comité sélectionnerait ensuite trois ou quatre solutions prioritaires.

Tuğba Dinçbaş, future présidence de la COP 31 (Turquie), a décrit le « Climate Implementation Bridge », qui est lié à l'Accélérateur et est également développé dans le cadre du Programme d'action de la COP 31, en soulignant son objectif d', qui consiste à réunir les actions sur le terrain et les financements.

L'AFRIQUE DU SUD s'est félicitée de l'accent mis sur la mise en œuvre et a appelé à une représentation géographique équilibrée au sein du comité de sélection, à une participation accrue des praticiens par rapport aux experts universitaires, ainsi qu'à une attention accrue portée à l'adaptation et aux pertes et dommages. La NORVÈGE a souligné que cette initiative constituait une occasion de déployer à plus grande échelle des solutions éprouvées en dehors du processus de négociation. L'AOSIS a appelé à des résultats mesurables, à un suivi transparent des progrès et à des garanties visant à s'assurer que les petits pays vulnérables ne soient pas laissés pour compte. Les PMA ont souligné que l'initiative devait rester axée sur le maintien de l'objectif de 1,5°C à portée de main. L'UE a déclaré que la GIA devait soutenir la mise en œuvre de la GST 1 et alimenter la GST 2.

Les LMDC ont souligné que l'initiative devrait : rester pilotée par les Parties, faciliter les actions et être volontaire ; éviter les recommandations politiques ; et aborder l'atténuation, l'adaptation, ainsi que les pertes et dommages de manière équilibrée. Le GROUPE ARABE a appelé à accorder une attention particulière aux solutions qui ont reçu moins de soutien et d'élan au niveau international, notamment le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, ainsi que les technologies d'élimination du dioxyde de carbone.

Mission vers 1,5°C : Cette [consultation](#) avec les Parties et les parties prenantes non parties a été modérée par Chao Feng, futur président des négociations de la COP 31 (Australie), et Yalchin Rafiyev, président de la COP 29. Le président de la COP 30, M. Corrêa do Lago, a rappelé aux délégués que la [Mission vers 1,5°C](#) vise à renforcer l'ambition et la mise en œuvre des CDN et des PNA, et à réfléchir à l'accélération de la mise en œuvre, à la coopération internationale et aux investissements. Sally Box, future présidente des négociations de la COP 31 (Australie), a évoqué un [appel à contributions](#) visant à façonner le processus, qui, a-t-elle précisé, se poursuivra jusqu'en 2026 dans le but de publier un rapport à l'intention des décideurs avant la COP 31.

Sur le fond, l'UE et l'AOSIS ont insisté pour que l'ampleur et la durée du dépassement de 1,5°C soient limitées. L'UE, l'AOSIS, le Royaume-Uni et la NORVÈGE ont mis l'accent sur la transition énergétique. Le Royaume-Uni et la NORVÈGE ont attiré l'attention sur les solutions fondées sur la nature. La SUÈDE a mis l'accent sur l'énergie, les transports, la gestion des déchets et les systèmes alimentaires. Les PMA ont mis l'accent sur les moyens de mise en œuvre et la prise en compte des contraintes liées à la dette. L'ARABIE SAOUDITE a évoqué le financement et les mesures unilatérales liées au commerce. L'AILAC a mis l'accent sur les initiatives menées au niveau local, les GOUVERNEMENTS LOCAUX ET LES AUTORITÉS MUNICIPALES (LGMA) demandant instamment que 30 % du

financement climatique soit consacré à la mise en œuvre locale d'ici 2030.

Concernant les prochaines étapes du processus, l'UE s'est déclarée favorable à la poursuite de ces travaux au-delà de la COP 31, en les reliant au GST 2, et a exhorté les Parties qui ne l'ont pas encore fait à soumettre de nouvelles CCND. L'AILAC a proposé d'élaborer des feuilles de route intégrées pour la transition. L'AOSIS a appelé à soutenir les PNA. L'ARABIE SAOUDITE a souligné le caractère volontaire de cette initiative, précisant qu'elle n'est liée à aucun programme de travail de la CCNUCC ni à aucun organe constitué. L'ÉGYPTE a déclaré que les suggestions visant à relier les résultats de cette initiative ou de tout élément du Programme d'action au processus formel sont « inacceptables et inutiles »

Réunion d'information sur l'impact financier du retrait des Etats-Unis de la Convention : La présidente du SBI, Julia Gardiner, a noté que le retrait des États-Unis prendra effet le 27 février 2027 et que, comme ils étaient le plus grand contributeur au budget de base et également un contributeur important au budget supplémentaire, leur retrait risque de limiter la capacité du Secrétariat à soutenir les Parties dans la mise en œuvre de l'action climatique. Le Secrétaire exécutif, Simon Stiell, a souligné la nécessité d'une mobilisation précoce pour atténuer le déficit de financement au cours de l'exercice biennal 2028-2029. Il a insisté sur la responsabilité partagée de veiller à ce que les ressources disponibles soient utilisées de la manière la plus efficace et la plus efficiente possible, soulignant les gains d'efficacité réalisés malgré l'ajout de nouveaux mandats. Le Secrétariat a indiqué que la répartition du budget entre les Parties restantes, selon le barème indicatif de contribution, entraînerait une augmentation de 27 % pour toutes les Parties afin de maintenir le budget actuel.

Dans les couloirs

« À ce stade, tout le monde semble fatigué et désorienté », a soupiré un délégué quittant les lieux vendredi, en souhaitant que ce soit déjà dimanche.

Le programme des négociations était assez vide. Certains pourraient se demander ce qui occupait alors les délégués. Mais c'est sans compter les nombreux autres formats de discussion qui constituent une grande partie des réunions sur le climat de juin 2026. « Nous nous sommes désormais un peu habitués aux World Cafés », a déclaré un négociateur, « mais nous devons désormais également suivre et contribuer à ces initiatives de la présidence ».

Il est clair que ces initiatives ne sont pas perçues de la même manière par toutes les Parties. « Les grands producteurs de pétrole semblent avoir décidé que la meilleure stratégie consistait tout simplement à ignorer tout cela », a avancé un observateur à propos de l'initiative sur les feuilles de route pour la transition hors des énergies fossiles. Les sessions sur l'Accélérateur mondial de mise en œuvre et la Mission 1,5°C ont quant à elles attiré un large public, mais ressemblaient largement à des « caisses de résonance » dans lesquelles les Parties tentaient de « limiter les dégâts » face aux ajouts de dernière minute au texte de décision.

« D'ailleurs, qui occupe la présidence à ce stade ? », s'est interrogé un autre délégué. « Après tout, il y a désormais quatre pays sur le podium. »